

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	07/02/2018	2018-1331
ENREGISTREMENT	09/03/2018	145212/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 103/4

Séance du lundi 29 janvier 2018

Convention collective de travail adaptant la convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière

x x x

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 103/4 DU 29 JANVIER 2018 ADAPTANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 103 DU 27 JUIN 2012 INSTAURANT UN SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS, DE DIMINUTION DE CARRIÈRE ET D'EMPLOIS DE FIN DE CARRIÈRE

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie ;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps ;

Vu la convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, enregistrée le 18 juillet 2012 sous le numéro 110211/CO/300, modifiée par la convention collective de travail n° 103 bis du 27 avril 2015, enregistrée le 19 mai 2015 sous le numéro 126894/CO/300, modifiée par la convention collective de travail n° 103 ter du 20 décembre 2016, enregistrée le 21 avril 2017 sous le n° 137275/CO/300 ;

Vu l'avis n° 2.072 que le Conseil national du Travail a émis le 29 janvier 2018 relatif à l'élargissement de la notion d'enfant en situation de handicap ;

Considérant que les parties signataires souhaitent élargir cette notion d'enfant en situation de handicap afin de prendre en compte l'impact du handicap de l'enfant dans toutes ses dimensions, à savoir tant sur ses capacités physiques et mentales, que sur son autonomie, ainsi que les conséquences sur son entourage familial ;

Considérant que l'arrêté royal du 12 décembre 2001 précité fixe les conditions du droit à une allocation pour un crédit-temps avec motifs de soins prodigués à son enfant handicapé et devra être adapté pour faire correspondre le droit à l'absence pour ce motif de soins, réglé par la convention collective de travail, et le droit aux allocations, réglé par l'arrêté royal.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations représentant les indépendants et les PME, agréées conformément à la loi du 24 avril 2014 relative à l'organisation de la représentation des indépendants et des PME
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 29 janvier 2018, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE 1^{er} – SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS AVEC MOTIF

Article 1^{er}

Dans l'article 4 de la convention collective de travail n° 103, le § 1^{er}, d), troisième alinéa, est complété par les mots :

« ou qu'au moins 9 points sont reconnus dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales ».

CHAPITRE II – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 2

La présente convention collective de travail est applicable à toutes les demandes et demandes de prolongation dont l'employeur a été averti conformément à l'article 12 après la date d'entrée en vigueur.

L'article 4, § 1^{er}, d) de la convention collective de travail n° 103 qui était d'application avant la date d'entrée en vigueur reste toutefois applicable aux travailleurs qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, se trouvent dans un système en cours de crédit-temps ou de diminution de carrière.

Commentaire

Cette disposition détermine les mesures transitoires qui s'appliquent après l'entrée en vigueur de la convention collective de travail n° 103 quater. À partir de sa date d'entrée en vigueur au 1^{er} avril 2018 au plus tard ou à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 adapté réglant le droit aux allocations, la convention collective de travail n° 103/4 s'applique à toutes les demandes et demandes de prolongation dont l'employeur est averti conformément à l'article 12.

Afin d'assurer la continuité entre le nouveau système de crédit-temps de la convention collective de travail n° 103/4 et l'ancien système de la convention collective de travail n° 103, des dispositions transitoires sont toutefois prévues.

Plus précisément, l'article 4, § 1^{er}, d) de la convention collective de travail n° 103 qui était d'application avant la date d'entrée en vigueur reste applicable aux travailleurs qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, se trouvent dans un système en cours de crédit-temps ou de diminution de carrière.

Toutes les autres dispositions qui n'ont pas été modifiées par la convention collective de travail n° 103/4, en ce qui concerne notamment l'avertissement, le seuil et d'autres règles d'organisation, restent intégralement applicables à tous les systèmes de crédit-temps et de diminution de carrière, qu'ils soient en cours ou nouveaux.

CHAPITRE III – DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

Article 3

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur au moment où entre en vigueur l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps, et au plus tard le 1^{er} avril 2018.

La présente convention a la même durée de validité et peut être révisée ou dénoncée selon les mêmes délais et modalités que la convention collective de travail qu'elle modifie. Elle pourra, en tout ou en partie, être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois. L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée au Président du Conseil national du Travail, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuf janvier deux mille dix-huit.

x x x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	07/02/2018	2018-1331
REGISTRATIE	09/03/2018	145212/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 103/4

Zitting van maandag 29 januari 2018

Collectieve arbeidsovereenkomst tot aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van 27 juni 2012 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen

x x x

2.869

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 103/4 VAN 29 JANUARI 2018 TOT AANPASSING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 103 VAN 27 JUNI 2012 TOT INVOERING VAN EEN STELSEL VAN TIJDSKREDIET, LOOPBAANVERMINDERING EN LANDINGSBANEN

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van 27 juni 2012 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen, geregistreerd op 18 juli 2012 onder het nummer 110211/CO/300, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 bis van 27 april 2015, geregistreerd op 19 mei 2015 onder het nummer 126894/CO/300, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 ter van 20 december 2016, geregistreerd op 21 april 2017 onder het nummer 137275/CO/300;

Gelet op het advies nr. 2.072 dat de Nationale Arbeidsraad op 29 januari 2018 heeft uitgebracht betreffende de uitbreiding van de notie "kind met een handicap";

Overwegende dat de ondertekenende partijen die notie "kind met een handicap" wensen uit te breiden teneinde de impact van de handicap van het kind in al zijn dimensies in aanmerking te nemen, zowel wat zijn lichamelijke en geestelijke capaciteiten betreft, als wat zijn autonomie betreft, alsook de gevolgen voor zijn gezinsleden;

Overwegende dat het voornoemde koninklijk besluit van 12 december 2001 de voorwaarden vastlegt van het recht op een uitkering voor tijdskrediet met motief voor de verzorging van zijn gehandicapt kind en dient te worden aangepast om het recht op afwezigheid voor dat zorgmotief, geregeld door de collectieve arbeidsovereenkomst, in overeenstemming te brengen met het recht op de uitkeringen, geregeld door het koninklijk besluit.

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen
- De organisaties die de zelfstandigen en de kmo's vertegenwoordigen, die zijn erkend overeenkomstig de wet van 24 april 2014 betreffende de organisatie van de vertegenwoordiging van de zelfstandigen en de kmo's
- De Boerenbond
- "La fédération wallonne de l'Agriculture"
- De Unie van de socialprofitondernemingen
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- Het Algemeen Belgisch Vakverbond
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 29 januari 2018 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I – STELSEL VAN TIJDSKREDIET MET MOTIEF

Artikel 1

De eerste paragraaf, d), derde lid van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 wordt aangevuld met de woorden:

"of van minstens 9 punten in alle drie de pijlers van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving met betrekking tot de kinderbijslag".

HOOFDSTUK II - OVERGANGSBEPALINGEN

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle aanvragen en verlengingsaanvragen waarvan de werkgever op de hoogte werd gebracht overeenkomstig artikel 12 na de datum van inwerkingtreding.

Artikel 4, § 1, d) van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, dat van toepassing was vóór de datum van inwerkingtreding, blijft evenwel van toepassing op de werknemers die zich, op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, bevinden in een lopend stelsel van tijdskrediet of loopbaanvermindering.

Commentaar

Deze bepaling legt de overgangsmaatregelen vast die van toepassing zijn na de inwerkingtreding van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103/4. Vanaf de datum van inwerkingtreding ervan uiterlijk op 1 april 2018 of op de datum van inwerkingtreding van het aangepaste koninklijk besluit van 12 december 2001 tot regeling van het recht op de uitkeringen, is de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van toepassing op alle vragen en verlengingsaanvragen waarvan de werkgever op de hoogte wordt gesteld overeenkomstig artikel 12.

Met het oog op de continuïteit tussen het nieuwe stelsel van tijdskrediet van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103/4 en het oude stelsel van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 zijn evenwel overgangsbepalingen vastgelegd.

Meer bepaald blijft artikel 4, § 1, d) van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, dat van toepassing was vóór de datum van inwerkingtreding, van toepassing op de werknemers die zich, op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, bevinden in een lopend stelsel van tijdskrediet of loopbaanvermindering.

Alle andere bepalingen die niet werden gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103/4, met name wat betreft de kennisgeving, de drempel en andere organisatieregels, blijven integraal van toepassing op alle stelsels van tijdskrediet en loopbaanvermindering, ongeacht of ze aan de gang zijn of nieuw zijn.

HOOFDSTUK II – DATUM VAN INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 3

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde duur.

Ze treedt in werking op het tijdstip waarop het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven, betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking in werking treedt en uiterlijk op 1 april 2018.

Deze overeenkomst heeft dezelfde geldigheidsduur en kan volgens dezelfde termijnen en nadere regels worden herzien of opgezegd als de collectieve arbeidsovereenkomst die ze wijzigt. Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij geheel of gedeeltelijk worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden. De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op negenentwintig januari tweeduizend acht-

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.
